

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

1^{er} octobre 2019

PROPOSITION DE LOI

**en vue de la création
d'une circonscription électorale fédérale**

(déposée par MM. Raoul Hedebouw et
Marco Van Hees)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

1 oktober 2019

WETSVOORSTEL

**tot het inrichten
van een federale kieskring**

(ingediend door de heren Raoul Hedebouw en
Marco Van Hees)

RÉSUMÉ

Cette proposition vise la création d'un collège électoral composé de tous les électeurs sur le territoire fédéral; en d'autres termes, une circonscription électorale fédérale. Concrètement, vingt députés seront élus par le biais de ce collège électoral. Ce nombre a été choisi pour permettre une représentation proportionnelle des différents courants de la société. La répartition des sièges se fera au moyen du système D'Hondt.

SAMENVATTING

Dit voorstel beoogt het oprichten van een kiescollege dat bestaat uit alle kiesgerechtigden op het federale territorium, met andere woorden een federale kieskring. Concreet zullen er twintig volksvertegenwoordigers verkozen worden via dit kiescollege. Dit aantal is gekozen om een proportionele vertegenwoordiging van verschillende stromingen in de maatschappij toe te laten. De zetelverdeling zal plaatsvinden via het systeem-D'Hondt.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3657/001.

Ces dix dernières années, en Belgique, les élections fédérales se sont chaque fois soldées par une formation longue et chaotique du gouvernement. La cause principale est la surenchère communautaire entre partis, des deux côtés de la frontière linguistique. En 2014, un accord n'a pu être trouvé qu'après la "mise au frigo" des revendications communautaires durant la législature.

Les différentes réformes de l'État ne se sont pas suffisamment intéressées au maintien et à la consolidation du niveau fédéral lui-même. Il s'agit d'une conséquence de l'approche idéologique de ces réformes. Les courants séparatistes dans la politique et dans la société répandent activement l'idée que le niveau fédéral ne connaît pas, voire ne peut pas connaître, de logique propre. Selon eux, il ne s'agit que d'un niveau faitier (provisoire) qui est la somme des tendances "naturelles" émanant des entités fédérées.

La politique n'étant pas un phénomène naturel, elle ne connaît pas davantage de tendances naturelles. Elle est le résultat de choix, de rapports de forces idéologiques et sociétaux. Si le niveau fédéral présente effectivement d'importants manquements, ceux-ci sont la conséquence des choix opérés lors des réformes de l'État. Ceux qui ont tout à gagner de la surenchère communautaire, les courants nationalistes et séparatistes, font dès lors tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la résolution des problèmes existants.

L'agenda communautaire fournit à certains partis un ennemi bien commode. Pour éviter les débats de société pertinents ou se décharger de ses responsabilités, il suffit de pointer du doigt l'autre côté de la frontière linguistique.

Toutes les études montrent pourtant que la population, tant au nord et au sud du pays que dans la capitale, n'est pas favorable à une poursuite de la régionalisation et de la communautarisation, ni au chaos engendré par la surenchère communautaire. En dépit des protestations de ceux qui tirent profit de cette surenchère, il est donc parfaitement légitime d'œuvrer à une consolidation de l'État fédéral et à la refédéralisation de certaines compétences.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3657/001.

De voorbije tien jaar hebben de federale verkiezingen in België telkens geleid tot een lange en chaotische regeringsvorming. De belangrijkste oorzaak daarvoor is het communautair opbod tussen partijen aan beide kanten van de taalgrens. In 2014 kon er pas een akkoord gesloten worden nadat de communautaire eisen "in de koelkast" werden gestopt tijdens de legislatuur.

Bij de verschillende staatshervormingen is er te weinig aandacht besteed aan het bestendigen en verstevigen van het federale niveau zelf. Dit is een gevolg van de ideologische insteek van die hervormingen. Separatistische stromingen in de politiek en maatschappij verspreiden actief het idee dat het federale niveau geen eigen logica kent, of zelfs maar kan kennen. Volgens hen is het slechts een (voorlopig) overkoepelend niveau dat een optelsom is van "natuurlijke" tendensen vanuit de deelstaten.

Politiek is geen natuurfenomeen en kent dus ook geen natuurlijke tendensen. Het is een resultaat van keuzes, ideologische, een maatschappelijke krachtverhoudingen. Het federaal niveau heeft effectief grote tekorten, maar dat is een gevolg van de keuzes die bij de staatshervormingen zijn gemaakt. Diegenen die belang hebben bij het communautair opbod, nationalistische en separatistische stromingen, doen er dan ook alles aan om te voorkomen dat de bestaande problemen worden opgelost.

De communautaire agenda verleent bepaalde partijen een handige vijand. Relevante maatschappelijke debatten en verantwoordelijkheden kunnen uit de weg worden gegaan door een vinger te wijzen naar de andere kant van de taalgrens.

Nochtans tonen alle onderzoeken aan dat de bevolking, zowel in het noorden als in het zuiden als in de hoofdstad, geen vragende partij is voor verdere regionalisering en communautarisering, noch voor de chaos die veroorzaakt wordt door het communautair opbod. Ondanks de protesten van diegenen die baat hebben bij het communautair opbod, is het dus volkomen legitiem om te ijveren voor het verstevigen van de Federale Staat en voor het terugschroeven van de regionalisering van bepaalde bevoegdheden.

Les exemples d'inefficacité et de gaspillage ne manquent pas. Comparée aux pays voisins, la Belgique compte une multitude de gouvernements, de parlements et, par conséquent, de représentants politiques, *a fortiori* si l'on tient compte de l'étendue relativement exiguë de son territoire et de son chiffre de population. L'inefficacité qui en résulte se trouve encore renforcée par le chevauchement de compétences entre les différents niveaux législatifs et administratifs. Cette situation entraîne souvent le blocage de dossiers très importants – comme la mobilité ou la politique climatique.

Le nouveau mouvement climatique, y compris celui qui mobilise les élèves, a, à juste titre, clairement mis cet élément en avant. Une grande majorité de la population est favorable à la refédéralisation de la compétence climatique. L'absence de politique ambitieuse dans notre pays découle en grande partie du morcellement de cette compétence. Le fractionnement de la compétence en matière de mobilité risque de provoquer une confusion totale. La Flandre veut instaurer une taxe kilométrique, la Wallonie, une vignette routière et Bruxelles, un péage.

Or, l'une des causes du dysfonctionnement du niveau fédéral et, par voie de conséquence, de la croyance grandissante dans la logique communautaire, est le système électoral. Aujourd'hui, nous avons des districts électoraux provinciaux pour le niveau fédéral. De ce fait, la plupart des partis se présentant en Belgique ne s'organisent que dans une seule communauté linguistique. Selon le professeur Dave Sinardet (VUB), les élections fédérales deviennent dès lors essentiellement des élections régionales [...], les Flamands et les francophones désignant leurs représentants respectifs¹. La Belgique diffère en cela de la plupart des autres fédérations dans le monde. De tous les partis qui sont élus au niveau fédéral, le PTB est le seul à s'organiser dans toutes les provinces du pays.

Ce système électoral a des conséquences fâcheuses. Les ministres ne doivent chaque fois se justifier que devant une partie des électeurs, parce qu'ils ne sont pas obligés d'engager le dialogue avec tous les citoyens pour assurer leur survie politique. De ce fait, le gouvernement fédéral souffre clairement d'un déficit démocratique, ce qui entraîne également une surenchère communautaire, puisque l'on peut tranquillement – et sans être sanctionné par l'électeur – rejeter la faute sur l'autre communauté linguistique dans certains dossiers.

Une circonscription électorale fédérale peut faire partie de la solution. Une partie au moins des responsables

De voorbeelden van inefficiëntie en verspilling zijn overal zichtbaar. België kent een veelvoud aan regeringen, parlementen en dus politici in vergelijking met buurlanden, zeker wanneer men de eerder beperkte oppervlakte en bevolking in rekening brengt. De inefficiëntie die hieruit voortvloeit wordt verder versterkt door de overlap van bevoegdheden tussen verschillende wetgevende en bestuursniveaus. Dit zorgt vaak voor het blokkeren van zeer belangrijke dossiers – bijvoorbeeld inzake mobiliteit of het klimaatbeleid.

De nieuwe klimaatbeweging, ook die van de scholieren, legt hier terecht een grote nadruk op. Een grote meerderheid van de bevolking is voorstander om de bevoegdheid klimaat opnieuw naar het federale niveau te tillen. Het uitblijven van een ambitieus beleid in ons land wordt voor een groot deels veroorzaakt door het opsplitsen van deze bevoegdheid. Door het opsplitsen van de bevoegdheid mobiliteit dreigt er totale verwarring te ontstaan. Vlaanderen wil een kilometerheffing invoeren, Wallonië een wegenvignet, en Brussel een stadstol.

Eén van de tekorten van het federale niveau, en dus één van de oorzaken van het toenemende geloof in de communautaire logica, is het kiessysteem. Momenteel kennen we voor het federaal niveau provinciale kiesdistricten. De meeste partijen in België organiseren zich daarom enkel binnen één taalgemeenschap. Volgens professor Dave Sinardet (VUB) zijn de federale verkiezingen daardoor "in essentie regionale verkiezingen [...] waarbij Vlamingen en Franstaligen elk hun eigen vertegenwoordigers aanduiden". Dit is in tegenstelling met de meeste andere federaties in de wereld. Van de partijen die federaal verkozen zijn, organiseert enkel de PVDA zich in alle provincies van het land.

Dit heeft kwalijke gevolgen. ministers moeten zich telkens maar aan een deel van de kiezers verantwoorden, want ze zijn voor hun politiek overleven niet verplicht om de dialoog aan te gaan met alle burgers. Hierdoor kampt de federale regering duidelijk met een democratisch deficit. Ook dit leidt tot een communautair opbod, waarbij men in bepaalde dossiers ongestoord – en ongestraft door de kiezer – de andere taalgemeenschap kan aanwijzen als de boosdoener.

Een federale kieskring kan deel uitmaken van de oplossing. Minstens een deel van de federaal verkozen politici

¹ D. Sinardet, "Het samenleven van twee onderdrukte meerderheden. Vlamingen, Franstaligen en de media.", in: *Waar België Voor Staat* (G. Buelens, J. Goossens & D. Van Reybrouck red.), Anvers: Meulenhoff/Manteau, 2007, 27-37.

¹ D. Sinardet, "Het samenleven van twee onderdrukte meerderheden. Vlamingen, Franstaligen en de media.", in: *Waar België Voor Staat* (G. Buelens, J. Goossens & D. Van Reybrouck red.), Antwerpen: Meulenhoff/Manteau, 2007, 27-37.

politiques élus au niveau fédéral devraient ainsi obtenir l'adhésion de l'ensemble de la population. Si les ministres fédéraux étaient également sélectionnés parmi ces élus, la légitimité nationale du pouvoir exécutif en serait également renforcée. Le déficit démocratique en Belgique ne disparaîtra pas pour autant entièrement. Il conviendra de prendre d'autres mesures, telles que la suppression du seuil électoral, la remise en cause du caractère élitiste du processus décisionnel et le développement d'une démocratie plus directe et plus participative.

La présente proposition vise la création d'un collège électoral composé de tous les électeurs sur le territoire fédéral, en d'autres termes, une circonscription électorale fédérale. Concrètement, vingt députés seront élus par le biais de ce collège électoral. Ce nombre a été choisi afin de permettre une représentation proportionnelle des différents courants de la société. La répartition des sièges se fera au moyen du système D'hondt.

Ce nombre est ajouté au nombre actuel de 150 députés. Dès lors, la présente proposition de loi forme un tout avec la proposition de révision de l'article 63 de la Constitution. Cette augmentation du nombre de députés est nécessaire pour garantir la représentation proportionnelle des provinces. L'arrêt 149/2007 de la Cour constitutionnelle précise en effet clairement qu'une représentation proportionnelle n'est plus garantie lorsqu'une circonscription électorale comporte moins de quatre places éligibles, compte tenu du seuil électoral naturel plus élevé. La réduction du nombre de députés élus au niveau provincial romprait ce principe, notamment dans la province de Luxembourg. Un certain nombre de mesures d'accompagnement peuvent être prises pour compenser le coût supplémentaire lié à l'augmentation du nombre de députés. C'est ainsi que le PTB est notamment favorable à une réduction drastique de la rémunération des parlementaires et des ministres.

La présente proposition ne prévoit pas de répartir les élus de la circonscription électorale fédérale dans des groupes linguistiques au parlement. Ils ne sont donc comptabilisés comme membres d'un de ces groupes dans aucune procédure où le rôle linguistique a de l'importance. Leur voix est cependant comptabilisée dans le nombre de voix émises, également pour les votes où les différents groupes linguistiques jouent un rôle. C'est uniquement lors de la détermination de l'équilibre au sein de ces groupes linguistiques ou entre ces groupes que leur voix n'a aucun impact. Ils n'entrent pas non plus en ligne de compte pour le quorum des groupes linguistiques exigé lors de ces votes, et ne peuvent être associés à la procédure de la sonnette d'alarme.

Contrairement à la proposition formulée notamment par le groupe Pavia, nous ne plaçons pas en faveur de

moet zo een draagvlak creëren bij de volledige bevolking. Als ook de federale ministers zouden geselecteerd worden uit deze verkozenen, zou ook de nationale legitimiteit van de uitvoerende macht groeien. Het democratisch deficit in België zal hiermee niet volledig verdwijnen. Verdere stappen moeten gezet worden, zoals het afschaffen van de kiesdrempel, het aanpakken van het elitaire karakter van de besluitvorming, en het uitbouwen van een meer participatieve en directe democratie.

Dit voorstel beoogt het oprichten van een kiescollege dat bestaat uit alle kiesgerechtigden op het federale territorium, met andere woorden een federale kieskring. Concreet zullen er twintig volksvertegenwoordigers verkozen worden via dit kiescollege. Dit aantal is gekozen om een proportionele vertegenwoordiging van verschillende stromingen in de maatschappij toe te laten. De zetelverdeling zal plaatsvinden via het systeem-D'Hondt.

Dit aantal wordt toegevoegd aan het bestaand aantal van 150 volksvertegenwoordigers. Hierdoor is dit wetsvoorstel gekoppeld aan het voorstel tot herziening van artikel 63 van de Grondwet. Dit optrekken van het aantal volksvertegenwoordigers is nodig om de proportionele vertegenwoordiging vanuit de provincies te garanderen. Het arrest van het Grondwettelijk Hof 149/2007 stelt namelijk duidelijk dat een proportionele vertegenwoordiging niet langer gegarandeerd is wanneer een kieskring minder dan 4 verkiesbare plaatsen telt, gezien het optrekken van de reële kiesdrempel. Het inperken van het aantal provinciaal verkozen volksvertegenwoordigers zou dit principe breken, onder andere in de provincie Luxemburg. Om de toegenomen kost van dit bijkomend aantal volksvertegenwoordigers op te vangen, kunnen een aantal flankerende maatregelen genomen worden. Zo is de PVDA onder andere voorstander om het loon van parlementsleden en ministers drastisch in te perken.

Er wordt in dit voorstel niet gekozen om de verkozenen binnen de federale kieskring in te delen in een taalgroep binnen het parlement. Zij worden dus bij geen enkele procedure waarbij de taalrol van belang is meegeteld als lid van één van die groepen. Hun stem wordt wel meegeteld bij het aantal uitgebrachte stemmen, ook bij stemmingen waarbij de verschillende taalgroepen een rol hebben. Enkel bij het bepalen van het evenwicht binnen of tussen die taalgroepen heeft hun stem geen impact. Zij wegen ook niet op het quorum van de taalgroepen dat vereist is bij die stemmingen, en kunnen niet betrokken worden bij de alarmbelprocedure.

In tegenstelling tot het voorstel dat onder andere door de Pavia-groep is geformuleerd, pleiten wij niet voor

la “double candidature”. En vertu de la présente proposition, une personne ne peut donc être en même temps candidate dans une circonscription électorale provinciale et dans la circonscription électorale fédérale. Une double candidature rendrait les choses moins claires pour les électeurs. Les candidats qui se présentent sur deux listes ont en outre plus de chances d’être élus, alors que les autres ne bénéficient pas de cet avantage. De plus, ce système générerait une plus grande inégalité en ce qui concerne les dépenses électorales autorisées des candidats.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article modifie l’article 87 du Code électoral en vue de définir le concept de circonscription électorale fédérale comme un “collège électoral composé de l’ensemble des électeurs”, tels qu’ils sont définis à l’article 1^{er} du Code électoral. Tous les électeurs auront donc le choix entre les mêmes candidats.

Vingt députés seront élus au sein de cette circonscription électorale fédérale. Ce nombre s’ajoute aux 150 députés élus au sein des circonscriptions électorales provinciales, en vue de continuer à garantir la représentation proportionnelle au sein de ces circonscriptions électorales.

Cet article prévoit également que la circonscription électorale fédérale est composée, sur le plan administratif, de tous les arrondissements administratifs, qui constituent également les circonscriptions électorales. De cette manière, on évite de mettre sur pied des structures administratives parallèles et la réforme reste relativement simple.

Art. 3

Le seul organe supplémentaire qu’il faut créer pour mettre en place la circonscription fédérale est son bureau principal.

L’article 94, § 1^{er}, du Code électoral est complété afin de créer cet organe à Bruxelles, la capitale du pays.

Il est précisé que les règles qui s’appliquent à ce bureau principal sont les mêmes que celles qui s’appliquent aux bureaux principaux des circonscriptions provinciales. Cela implique également que, concernant les opérations électorales relatives à la circonscription fédérale, les

de zogenaamde “dubbele kandidatuur”. In dit voorstel kan een persoon dus niet tegelijk kandidaat zijn in een provinciale kieskring en in de federale kieskring. Een dubbele kandidatuur zou leiden tot minder duidelijkheid voor de kiezers. De kandidaten die zich op twee lijsten verkiesbaar stellen, hebben daarbij meerdere kansen om verkozen te worden, terwijl anderen die niet hebben. Bovendien zou dit tot een grotere ongelijkheid leiden in de toegelaten uitgaven van kandidaten voor hun campagne.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Dit artikel wijzigt artikel 87 van het Kieswetboek om het concept van de federale kieskring te definiëren als “het kiescollege dat bestaat uit alle kiezers”, zoals die gedefinieerd zijn in artikel 1 van het Kieswetboek. Alle stemgerechtigden zullen dus kunnen kiezen onder dezelfde kandidaten.

Binnen deze federale kieskring zullen twintig volksvertegenwoordigers verkozen worden. Dit aantal komt bovenop de 150 volksvertegenwoordigers die gekozen worden binnen de provinciale kieskringen, om de evenredige vertegenwoordiging binnen deze kieskringen te blijven garanderen.

Dit artikel bepaalt ook dat de federale kieskring op administratief vlak bestaat uit alle administratieve arrondissementen, die ook de kieskringen uitmaken. Zo worden geen parallelle administratieve structuren opgesteld, en blijft de hervorming relatief eenvoudig.

Art. 3

Het enige bijkomende orgaan dat moet gecreëerd worden voor het invoeren van de federale kieskring, is het hoofdbureau voor de federale kieskring.

Artikel 94, paragraaf 1, van het Kieswetboek wordt aangevuld om dit orgaan samen te stellen in de hoofdstad van het land, Brussel.

Er wordt verduidelijkt dat voor dit hoofdbureau dezelfde regels gelden als voor de hoofdbureaus van de provinciale kieskringen. Dit houdt eveneens in dat, met betrekking tot de kiesverrichtingen betreffende de federale kieskring, de arrondissementen en kantons

arrondissements et les cantons ont les mêmes obligations envers le bureau principal de la circonscription fédérale qu'envers les bureaux principaux des circonscriptions, en ce qui concerne les opérations électorales dans les circonscriptions provinciales.

Les présidents du tribunal de première instance ayant déjà été désignés pour présider conjointement la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale, nous choisissons le premier président de la Cour de cassation dès lors qu'il s'agit d'un tribunal national.

Art. 4

Cet article apporte une modification technique à l'article 116. Le nombre d'électeurs qui doivent signer la présentation d'une liste pour la circonscription fédérale est fixé à 500, ce qui équivaut au nombre de signatures nécessaires dans des circonscriptions dont la population est supérieure à un million d'habitants.

Art. 5

L'article 118 du Code électoral est adapté afin d'exclure explicitement les doubles candidatures dans une circonscription provinciale et dans la circonscription fédérale.

Art. 6

Cet article adapte l'article 128 du Code électoral, qui contient des dispositions relatives à la réalisation des bulletins de vote. Puisqu'il s'agit d'un bulletin de vote fédéral, le bulletin de vote pour la circonscription électorale fédérale doit être rédigé dans les trois langues nationales.

Art. 7

Cet article apporte principalement des adaptations techniques à l'article 143. Celles-ci sont nécessaires pour préciser qu'il y aura désormais deux bulletins de vote lors de l'élection pour la Chambre des représentants: l'un pour la circonscription électorale provinciale et l'autre pour la circonscription électorale fédérale.

Art. 8

Cet article apporte principalement des adaptations techniques à l'article 147. Celles-ci sont nécessaires pour préciser qu'il y aura désormais deux bulletins de vote

dezelfde verplichtingen hebben ten opzichte van het hoofdbureau van de federale kieskring als ze hebben tegenover de hoofdbureaus van de kieskringen, wat betreft de kiesverrichtingen in de provinciale kieskringen.

Gezien de voorzitters van de rechtbank van eerste aanleg reeds aangesteld zijn als gemeenschappelijke voorzitters van de kieskring Brussel hoofdstad, wordt de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie gekozen, aangezien dit een nationale rechtbank is.

Art. 4

Dit artikel brengt een technische wijziging aan in artikel 116. Het aantal kiezers dat de voordracht van een lijst voor de federale kieskring moet ondertekenen wordt vastgelegd op 500 handtekeningen, wat gelijk is aan het aantal noodzakelijke handtekeningen bij kieskringen met meer dan één miljoen inwoners.

Art. 5

Artikel 118 van het Kieswetboek wordt aangepast om de dubbele kandidatuur in een provinciale kieskring en in de federale kieskring expliciet uit te sluiten.

Art. 6

Dit artikel past artikel 128 van het Kieswetboek aan, dat bepalingen bevat inzake het opstellen van de stembiljetten. Gezien dit een federaal stembiljet betreft, moet het stembiljet voor de federale kieskring in alle drie de landstalen opgesteld worden.

Art. 7

Dit artikel bevat voornamelijk technische aanpassingen aan artikel 143, die nodig zijn om te verduidelijken dat er bij de stemming voor de Kamer van volksvertegenwoordigers nu twee stembiljetten zijn: één voor de provinciale kieskring en één voor de federale kieskring.

Art. 8

Dit artikel bevat voornamelijk technische aanpassingen aan artikel 147, die nodig zijn om te verduidelijken dat er bij de stemming voor de Kamer van volksvertegenwoordigers

lors de l'élection pour la Chambre des représentants: l'un pour la circonscription électorale provinciale et l'autre pour la circonscription électorale fédérale.

Art. 9

Cet article scinde chaque bureau de dépouillement en deux bureaux (A et B) respectivement chargés du dépouillement des bulletins de vote de la circonscription électorale provinciale et du dépouillement des bulletins de vote de la circonscription électorale fédérale. Ces bureaux sont installés dans des locaux différents au sein d'un même bâtiment.

Art. 10

Cet article apporte une adaptation technique à l'article 161. Celle-ci est nécessaire pour préciser que lors de l'élection pour la Chambre des représentants, l'électeur votera désormais pour la circonscription électorale provinciale et pour la circonscription électorale fédérale.

Art. 11

Cet article apporte une adaptation technique à l'article 165. Celle-ci est nécessaire pour préciser que lors de l'élection pour la Chambre des représentants, l'électeur votera désormais pour la circonscription électorale provinciale et pour la circonscription électorale fédérale.

Art. 12

Cet article modifie la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques. Il prévoit que les députés élus par le collège électoral de la circonscription électorale fédérale ne peuvent faire partie d'un groupe linguistique.

nu twee stembiljetten zijn: één voor de provinciale kieskring en één voor de federale kieskring.

Art. 9

Dit artikel deelt elk stemopnemingsbureau op in twee (A en B), die instaan voor het tellen van respectievelijk de stembiljetten voor de provinciale kieskring en die voor de federale kieskring. Deze bureaus worden ingericht in verschillende lokalen in hetzelfde gebouw.

Art. 10

Dit artikel bevat een technische aanpassing van artikel 161, wat nodig is om te verduidelijken dat er bij de stemming voor de Kamer van volksvertegenwoordigers nu gestemd wordt voor de provinciale kieskring en voor de federale kieskring.

Art. 11

Dit artikel bevat een technische aanpassing van artikel 165, wat nodig is om te verduidelijken dat er bij de stemming voor de Kamer van volksvertegenwoordigers nu gestemd wordt voor de provinciale kieskring en voor de federale kieskring.

Art. 12

Dit artikel wijzigt de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de wetgevende Kamers in taalgroepen. Er wordt bepaald dat verkozenen vanuit de federale kieskring niet kunnen behoren tot een taalgroep.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 87 du Code électoral, remplacé par la loi du 19 juillet 2012, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 87. Les élections pour la Chambre des représentants se font comme suit:

— 20 députés sont élus par un collège électoral composé de l'ensemble des électeurs tels que définis à l'article 1^{er}, dénommé ci-après “circonscription électorale fédérale”;

— 150 députés sont élus par circonscription électorale.

Chaque province constitue une circonscription électorale. L'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale constitue également une circonscription électorale. Les circonscriptions électorales sont composées d'un ou de plusieurs arrondissements administratifs, conformément au tableau annexé au présent Code.

La circonscription électorale fédérale est composée des arrondissements administratifs de l'ensemble des circonscriptions électorales.”

Art. 3

Dans l'article 94, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, sont apportées les modifications suivantes:

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes: “Pour la circonscription électorale fédérale, le bureau principal est constitué à Bruxelles. Les règles relatives à ce bureau principal et à son président sont identiques à celles fixées par le présent Code pour le bureau principal d'une circonscription électorale provinciale.”;

2° entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit:

“Le bureau principal de la circonscription électorale fédérale est présidé par le premier président de la Cour de cassation.”.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 87 van het Kieswetboek, vervangen bij de wet van 19 juli 2012, wordt vervangen als volgt:

“Art. 87. De verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers worden gehouden als volgt:

— 20 volksvertegenwoordigers worden gekozen door een kiescollege dat bestaat uit alle kiezers zoals gedefinieerd in artikel 1, verder “federale kieskring” genoemd;

— 150 volksvertegenwoordigers worden gekozen per kieskring.

Elke provincie vormt een kieskring. Het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad vormt eveneens een kieskring. De kieskringen bestaan uit een of meer administratieve arrondissementen overeenkomstig de bij dit Wetboek gevoegde tabel.

De federaal kieskring bestaat uit de administratieve arrondissementen uit alle kieskringen.”.

Art. 3

In artikel 94, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zinnen: “Voor de federale kieskring wordt het hoofdbureau samengesteld in Brussel. De regels betreffende dit hoofdbureau en haar voorzitter zijn dezelfde als diegene die dit wetboek vastlegt voor het hoofdbureau van een provinciale kieskring.”;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

“Het hoofdbureau van de federale kieskring wordt voorgezeten door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie.”.

Art. 4

Dans l'article 116, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les mots "dans le cas de la circonscription électorale fédérale ou" sont insérés entre les mots "soit par cinq cents électeurs de la circonscription au moins" et les mots "lorsqu'au dernier recensement, la population de la circonscription électorale est supérieure à un million d'habitants,".

Art. 5

L'article 118, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 13 décembre 2002 et modifié par la loi du 6 janvier 2014, est complété par la phrase suivante: "Nul ne peut être candidat à la fois dans une circonscription électorale et dans la circonscription électorale fédérale."

Art. 6

L'article 128, § 6, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2018, est remplacé par ce qui suit:

"§ 6. Le bulletin de vote pour la circonscription électorale fédérale est formulé dans les trois langues nationales pour tous les cantons."

Art. 7

Dans l'article 143 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "pour la circonscription électorale et un bulletin pour la circonscription électorale fédérale";

2° dans l'alinéa 2, la première phrase, qui commence par les mots "Ce bulletin" et s'achève par les mots "date de l'élection.", est remplacée par ce qui suit:

"Ces bulletins, après avoir été pliés en quatre à angle droit de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur, sont déposés, dépliés, devant le président qui les renferme dans les plis déjà formés; ils sont estampillés au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection.";

3° dans l'alinéa 3, les mots "son bulletin replié régulièrement en quatre" sont remplacés par les mots "chaque bulletin replié régulièrement en quatre".

Art. 4

In artikel 116, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden "in het geval van de federale kieskring of" ingevoegd tussen de woorden "hetzij door ten minste vijfhonderd kiezers," en de woorden "wanneer de bevolking van de kieskring bij de laatste telling meer dan één miljoen inwoners bedraagt,".

Art. 5

Artikel 118, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt aangevuld met de volgende zin: "Niemand mag tegelijk kandidaat zijn in een kieskring en in de federale kieskring."

Art. 6

Artikel 128, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2018, wordt vervangen als volgt:

"§ 6. Het stembiljet voor de federale kieskring wordt voor alle kantons opgesteld in alle drie de landstalen."

Art. 7

In artikel 143 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "één voor de kieskring en één voor de federale kieskring";

2° in het tweede lid worden de eerste zin, die aanvangt met de woorden "Dit biljet" en eindigt met de woorden "datum van de verkiezing.", vervangen als volgt:

"Deze biljetten worden, na rechthoekig in vieren te zijn dichtgevouwen zodanig dat de stembakken bovenaan op de lijsten zich aan de binnenzijde bevinden, open voor de voorzitter gelegd, die ze in dezelfde vouwen weer toevouwt; zij worden aan de keerzijde gemerkt met een stempel dragende de naam van het kanton waar de stemming plaats heeft en de datum van de verkiezing.";

3° in het derde lid worden de woorden "zijn behoorlijk opnieuw in vieren gevouwen stembiljet" vervangen door de woorden "ieder behoorlijk opnieuw in vieren gevouwen stembiljet".

Art. 8

Dans l'article 147 du même Code, modifié par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans les alinéas 2 et 3, les mots "l'urne" sont chaque fois remplacés par les mots "les urnes".

2° entre les alinéas 4 et 5, il est inséré deux nouveaux alinéas rédigés comme suit:

"Les opérations ci-dessus se font séparément pour les deux urnes, de manière que tout le contenu de la première urne soit mis sous enveloppes scellées et que les suscriptions soient apposées sur ces plis avant l'ouverture de la deuxième urne.

Sont placés sous enveloppes spéciales les bulletins qui auraient été déposés par erreur dans l'urne à laquelle ils n'étaient pas destinés. Il en sera fait mention au procès-verbal.";

3° l'alinéa 5, qui devient l'alinéa 7, est remplacé par ce qui suit:

"Les enveloppes portent en lettres apparentes soit le nom de la circonscription électorale, soit l'indication "Collège électoral fédéral", selon le collège électoral auquel se rapportent les bulletins de vote y contenus. Elles sont de couleur différente selon le collège électoral pour lequel elles sont utilisées: pour la circonscription électorale provinciale, les enveloppes sont de couleur blanche, tandis que pour la circonscription électorale fédérale, les enveloppes sont de couleur jaune."

Art. 9

L'article 149 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

"Chaque bureau de dépouillement est scindé en un bureau A et un bureau B.

Le bureau A dépouille les bulletins de vote de la circonscription électorale provinciale et le bureau B les bulletins de vote de la circonscription électorale fédérale. Les bureaux A et B sont établis dans des locaux différents d'un même bâtiment."

Art. 8

In artikel 147 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede en derde lid worden de woorden "de stembus" telkens vervangen door de woorden "de stembussen";

2° tussen het vierde en vijfde lid wordt twee nieuwe leden ingevoegd, luidende:

"De voormelde verrichtingen worden voor de twee stembussen afzonderlijk gedaan, derwijze dat de gehele inhoud van de eerste bus in verzegelde omslagen gesloten en daarop de inhoud vermeld is voordat de tweede bus wordt geopend.

De stembiljetten die bij vergissing in een verkeerde stembus zijn gestoken, worden in afzonderlijke omslagen gesloten. Hiervan wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.";

3° het vijfde lid, dat het zevende lid wordt, wordt vervangen als volgt:

"Op de omslagen staat in goed zichtbare letters ofwel de naam van de kieskring ofwel de vermelding "Federaal Kiescollege", naargelang het kiescollege waarop de ingesloten stembiljetten betrekking hebben. De kleur van de omslagen verschilt naar gelang van het kiescollege waarvoor zij moeten dienen: voor provinciale kieskring zijn de omslagen wit van kleur, voor de federale kieskring zijn de omslagen geel van kleur."

Art. 9

Artikel 149 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"Elk stemopnemingsbureau wordt gesplitst in een bureau A en een bureau B.

Het bureau A neemt de stembiljetten voor de provinciale kieskring op en het bureau B die voor de federale kieskring. De bureaus A en B houden zitting in verschillende lokalen van hetzelfde gebouw."

Art. 10

Dans l'article 161, alinéa 5, du même Code, modifié par la loi du 10 février 2014, les mots "les noms de la circonscription électorale et du canton électoral" sont remplacés par les mots "le nom de la circonscription électorale ou la mention "Collège électoral fédéral" et le nom du canton électoral".

Art. 11

Dans l'article 165, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les mots "au niveau de la circonscription" sont remplacés par les mots "tant au niveau de la circonscription qu'au niveau de la circonscription électorale fédérale".

Art. 12

L'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise, modifié par la loi du 19 juillet 2012, est complété par un 3^o rédigé comme suit:

"3^o les députés élus par le collège électoral composé de l'ensemble des électeurs, à savoir la circonscription électorale fédérale, ne font pas partie d'un groupe linguistique à la Chambre des représentants."

28 août 2019

Art. 10

In artikel 161, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 februari 2014, worden de woorden "of de vermelding "Federaal Kiescollege"" ingevoegd tussen de woorden "de naam van de kieskring" en de woorden "en van het kieskanton".

Art. 11

In artikel 165, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de woorden "op het niveau van de kieskring" vervangen door de woorden "zowel op het niveau van de kieskring als op het niveau van de federale kieskring".

Art. 12

Artikel 1 van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap, gewijzigd bij de wet van 19 juli 2012, wordt aangevuld met de bepaling onder 3^o, luidende:

"3^o de volksvertegenwoordigers gekozen door het kiescollege dat bestaat uit alle kiezers, namelijk de federale kieskring, maken geen deel uit van een taalgroep in de Kamer van volksvertegenwoordigers."

28 augustus 2019

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)